

# En reconnaissant les républiques séparatistes, Vladimir Poutine a mis le feu aux poudres

Les pays occidentaux décrètent une première salve de sanctions contre le Kremlin. A Moscou, beaucoup se réjouissent toutefois du défi lancé par leur président. Pour Vladimir Poutine, féru d'histoire, il s'agit aussi de laver un affront qui remonte à 1990.

## sanctions L'Europe résignée : « L'histoire n'est malheureusement pas finie »

PHILIPPE REGNIER

La Géorgie en 2008. L'Ukraine déjà en 2014 et à nouveau en ce mois de février. Taiwan, peut-être, demain... L'Occident est au défi de répondre à la modification des frontières d'Etats souverains par la force. « Beaucoup de pays de par le monde regarderont si nous sommes bien unis sur cette crise. La manière dont on réagira, fort ou pas, unis ou pas, dira beaucoup pour la prochaine action militaire », relevait, à la fin de la semaine dernière, un haut responsable de l'UE. « Les leaders européens en ont bien conscience. »

Le nouveau coup de poignard infligé lundi par le président russe à l'Ukraine, notre voisin commun, plaçait donc les dirigeants occidentaux devant un dilemme. Sortir immédiatement tout l'arsenal de sanctions imaginable, dans l'espoir de briser l'élan du maître du Kremlin, sinon tenté d'avancer davantage ses pions en Ukraine ? Ou éviter de donner toute l'artillerie lourde, garder des munitions, pour maintenir en vie l'option ténue d'une solution politique à la crise, au risque, évidemment, de ne pas dissuader Moscou d'aller encore plus loin dans l'escalade ?

### Une approche « graduelle »

Les Européens ont tranché, sans attendre. Ils ont opté mardi soir pour une approche « graduelle », selon un responsable de l'UE. En décrétant une « première » salve de sanctions, « calibrée », dont la facture devrait toutefois s'avérer salée. Les Etats-Unis comme le Royaume-Uni ont également qualifié leur réaction de « premier pas ».

C'est le résultat de l'indispensable consensus entre les Vingt-Sept, a admis le chef de la diplomatie de l'UE, Josep Borrell, et de la nécessité de « répondre rapidement ». Les Etats membres étaient partagés entre les partisans de

l'école modérée et ceux qui dénoncent déjà l'invasion de l'Ukraine. Vladimir Poutine a en effet immédiatement permis d'officialiser la présence militaire russe dans les territoires ukrainiens séparatistes, clandestine et niée jusqu'ici, malgré les accusations de longue date des Occidentaux.

La décision a d'abord été préparée par les représentants permanents des Etats membres à l'UE, mardi matin. Puis, c'est un conseil des ministres des Affaires étrangères extraordinaire piloté par Borrell qui a pris la décision politique de dégainer les sanctions, à Paris, en marge d'un Forum pour la coopération dans l'Indo-Pacifique. Les ambassadeurs allaient finaliser les derniers détails en soirée avant publication des mesures au Journal officiel de l'UE, qui déclenche leur mise en vigueur et détaille l'identité de tous les sanctionnés.

### Une mesure phare

Dans l'arsenal déployé par les Vingt-Sept, une mesure phare, « très importante », souligne Borrell : les Européens vont « limiter » l'accès de l'Etat, du gouvernement et des organes gouvernementaux russes aux marchés des capitaux et services financiers de l'UE. Washington est sur la même longueur d'ondes : « Nous mettons en place de vastes sanctions sur la dette souveraine russe. Cela signifie que nous coupons le gouvernement russe du financement occidental », a déclaré Joe Biden en soirée, qui dénonce « le début d'une invasion russe de l'Ukraine ».

De plus, côté européen, quelque 351 élus de la Douma russe impliqués dans la reconnaissance de l'indépendance des « républiques fantômes » autoproclamées par les séparatistes en Ukraine seront également sanctionnés : leurs (éventuels) avoirs dans l'UE seront gelés et ils seront interdits d'accès au territoire européen. Le président russe qui a pris la décision finale n'est pas dans la

liste : l'UE frappe rarement des chefs d'Etat (Assad, Mugabe, Kadhafi, Bechir, Moubarak, Loukachenko) et ne sanctionne pas ceux avec qui on cherche encore... un « deal ».

Les banques qui financent les opérations militaires et autres de la Russie dans ces territoires seront également sanctionnées par l'UE. Et, au chapitre économique, le commerce des deux régions séparatistes à destination et en provenance de l'UE sera sous embargo.

### D'autres mesures « en réserve »

Au bilan, ce premier train de sanctions « va faire mal à la Russie, et va faire très mal », assure Borrell, tandis qu'à Moscou... on minimise. Le Haut représentant de l'UE a par ailleurs salué la décision unilatérale du chancelier allemand Scholz, qui a mis au frigo le fameux gazoduc Nord Stream 2, censé amener du gaz russe vers l'Europe via la mer Baltique, en évitant l'Ukraine. Ce pipeline était en cours de certification et ne transportait donc pas encore de gaz. Mais le signal politique est important, qui répond à la demande insistante de plusieurs Etats membres de l'UE et des Etats-Unis.

Le chef de la diplomatie de l'UE souligne toutefois que d'autres mesures sont gardées « en réserve ». L'UE pourrait encore décréter un embargo sur les ventes de composants « high tech », indispensables à la Russie. voire, ce qui est considéré comme « l'option nucléaire » : déconnecter la Russie du système mondial de transferts interbancaires Swift, une entreprise basée à... La Hulpe.

« La suite dépendra des événements », note un responsable de l'UE. Et de relever que la réunion du G7, jeudi, sous présidence allemande, sera « un rendez-vous important ». « Mais les efforts diplomatiques vont continuer pour tenter de ramener la Russie à la table de négociation », se doit de répéter Borrell.

Mais pour la diplomatie, « il faut être deux », rappelle le ministre français Le Drian, qui co-organisait la réunion de Paris. Or, en l'absence totale de signes que la Russie voudrait encore emprunter cette voie, les Européens, Américains et Britanniques sont convaincus que Poutine n'a pas dit son dernier mot. « J'ai peur que cette histoire ne soit pas finie », a dit Josep Borrell, en conférence de presse mardi soir. « Malheureusement, l'histoire n'est pas finie », abonde Jean-Yves Le Drian, qui voit son rendez-vous avec son homologue russe Lavrov tomber à l'eau. « Nos efforts diplomatiques se sont heurtés à un mur ».

« Tout laisse croire que la Russie prévoit une attaque massive contre l'Ukraine, qui continue à masser des troupes, des forces prêtes à frapper, et renouvelle les provocations dans le Donbass afin d'avoir un prétexte, tandis que d'autres troupes russes sont entrées dans le Donbass », a dénoncé mardi le secrétaire général de l'Otan. Jens Stoltenberg s'exprimait à l'issue d'une réunion de crise au QG de l'Alliance, avec le « partenaire » ukrainien. « Il s'agit d'une invasion renouvelée d'un pays déjà envahi ».

Josep Borrell a encore relevé que la date choisie par le président russe pour passer à l'acte ne doit rien au hasard : le 22 février. Soit le « huitième anniversaire de la destitution par le Parlement ukrainien de l'ancien président Ianoukovitch et de la victoire de la démocratie qui a suivi. C'est comme si Poutine sifflait la fin de la récréation démocratique... » Le Drian dénonce le « cynisme de Vladimir Poutine ».



Drapeaux ukrainiens et européens mêlés pour une manifestation à coups de baguettes sur des tonneaux vides, mardi, devant l'ambassade de Russie à Kiev. © EPA.

## Un défilé de Moscou

REPORTAGE

BENJAMIN QUÉNELLE  
CORRESPONDANT À MOSCOU

Au lendemain du long discours de Vladimir Poutine, Moscou a entretenu ce mardi le flou sur le déploiement de forces russes dans l'est de l'Ukraine. Devant leurs écrans de télévision, entre enthousiasme parfois débordant et inquiétudes à peine retenues, les Russes suivent le bras de fer du chef du Kremlin avec l'Ouest. Dans la soirée, le président a obtenu de la chambre haute du Parlement l'autorisation d'envoyer des militaires en soutien aux séparatistes pro-russes des deux républiques de l'est de l'Ukraine, Louhansk et Donetsk (c'est-à-dire le Donbass), dont il a reconnu la veille l'indépendance.

### « L'abscès devait être percé »

Cette décision est sujette à confusion, les autorités ne précisant pas l'ampleur du territoire couvert par cette reconnaissance. Le texte soumis aux parlementaires pourrait se réduire aux frontières « existantes », limitant l'intervention militaire à Louhansk et Donetsk. Mais, dans la soirée, Vladimir Poutine a précisé qu'il était question des deux républiques dans leurs frontières initiales, c'est-à-dire débordant sur le territoire ukrainien. De quoi alimenter les rumeurs sur une intervention large.

KROLL

